

La fin de l'obsolescence programmée

TECHNOLOGIES Les stratégies pour combattre ce fléau qui menace l'environnement et nos portefeuilles se multiplient. Qualité, réparabilité et compatibilité reviennent à l'ordre du jour

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

@AMarieDussault

Le premier novembre, l'iPhone 4 devenait obsolète. Désormais, impossible de mettre à jour l'appareil d'Apple vendu depuis 2010 – à plus de 500 francs – ou de le faire réparer, faute de pièces détachées. Ce cas est emblématique de l'obsolescence programmée, un modèle commercial qui sous-tend le système économique actuel. Mais les stratégies pour lutter contre les « techniques destinées à réduire la durée de vie des produits afin d'en augmenter le taux de remplacement » se multiplient.

En France, premier pays européen à criminaliser l'obsolescence programmée, en août 2015, le débat est enflammé. Pour combattre ce fléau qui contribue au pillage de nos ressources et à la pollution de l'environnement, les initiatives abondent. À l'instar du site Spareka, créé en 2006, qui rend disponibles 8 millions de pièces détachées. Il en expédie 15 000 chaque mois à travers l'Europe, sauvant de la décharge lave-linge, tondeuse à gazon ou fer à repasser. « Nous permettons aux particuliers sans compétences techniques de diagnostiquer un problème et de le régler eux-mêmes grâce à nos tutoriels », explique Baptiste Laurent, directeur des opérations de Spareka, dont la moyenne d'âge des treize collaborateurs est de 27 ans. Leur but ? Redonner du pouvoir aux consommateurs.

Lire le manuel d'utilisation

Autrefois, on avait chez soi un coin atelier où l'on bricolait, note le Français ; aujourd'hui, très peu de gens savent comment fonctionnent leurs appareils. « Si vous aviez lu le manuel d'utilisation, vous sauriez, par exemple, que le filtre de votre aspirateur doit être changé chaque année si vous voulez qu'il dure plus de cinq ans. »

Autre entreprise innovante, MaGarantie5ans.fr, lancée en juillet, vend des équipements électroménagers avec une garantie de cinq ans – la loi française, comme en



Il est désormais impossible de mettre à jour le logiciel de l'iPhone 4, vendu depuis 2010. (ROBERT GALBRAITH/REUTERS)

Suisse, en impose deux – et les livre gratuitement. « Nous sentons que les mentalités ont évolué et que les consommateurs veulent réduire leur impact sur l'environnement. Il s'agit d'un véritable enjeu sociétal, constate Benoît Delporte, cofondateur du site ; notre objectif est d'influencer le marché. »

En Suisse aussi, la durabilité planifiée est à l'agenda. Fondé par l'ancien conseiller d'Etat vaudois vert François Marthaler, le site WhyOpenComputing.ch produit notamment des ordinateurs conçus pour durer dix ans, fonctionnant à l'aide de logiciels libres, que leurs éditeurs ne cherchent pas à rendre dépassés. La marque est la première au monde à proposer un guide de réparation à la vente, par ailleurs disponible sur la plateforme de manuels gratuits Ifixit.com.

Pionnier de la lutte contre l'obsolescence programmée, François Marthaler créait il y a trente-cinq ans La Bonne Combine, une institution vaudoise qui donne une seconde vie, encore aujourd'hui, aux appareils brisés. « À l'époque, les gens étaient éduqués à faire durer et réparer leurs objets ; désormais, on s'est habitué à acheter du neuf aussitôt que survient un problème et le service après-vente a été délaissé », regrette l'éco-entrepreneur.

Mais l'on assiste au développement d'un nouveau paradigme, observe Laurianne Altwegg, responsable de l'environnement à la Fédération romande des consommateurs (FRC). « De nombreux consommateurs sont conscients du vieillissement accéléré des appareils et s'en agacent ; beaucoup sont désireux de consommer de façon plus responsable. » Elle constate d'ailleurs que le marché de la réparation, qui bénéficie à l'économie locale, est en plein développement.

La FRC – qui milite pour une garantie de cinq ans sur les produits – publie sur son site les bonnes adresses pour faire réparer ses biens. Elle organise aussi des « Repair Cafés », rejoignant un mouvement international créé en 2007, mettant à disposition outils et matériaux pour réparer, dans un climat convivial, meubles, appareils électriques, vêtements, jouets, etc.

Encourager l'«écoconception»

Dans la même veine, les Verts suisses ont soumis en 2014 au Conseil fédéral des propositions pour favoriser l'optimisation de la durée de vie des objets. Comme informer les consommateurs sur la durée de vie des appareils et rendre accessibles les pièces de

rechange, encourager l'«écoconception» de façon à rendre les équipements réparables et recyclables, implanter des normes de compatibilité pour différentes versions d'appareils, ou encore promouvoir l'économie de fonctionnalité – en pleine expansion –, où c'est l'usage d'un bien qui est vendu, plutôt que le bien en soi.

« Le Conseil fédéral a été plutôt réceptif et s'est même engagé à introduire quelques propositions dans son plan d'action sur l'économie verte ; or, depuis, rien », s'étonne la conseillère nationale verte Adèle Thorens. Par ailleurs, aucune de ces mesures n'a été intégrée au contre-projet de l'initiative « Pour une économie verte ».

« En plus d'être davantage soutenable, le passage vers une économie fondée sur la qualité, l'entretien et la réparabilité plutôt que sur la quantité et la production permet de garder des emplois, qualifiés et payés correctement, en Suisse », soutient l'écologiste. Le contexte politique actuel est difficile, reconnaît-elle, le camp bourgeois, majoritaire, étant très « anti-écologique ». Mais le vent du changement souffle toujours plus fort. Adèle Thorens et les siens promettent de revenir à la charge durant cette session parlementaire. ■